

Table des matières

● Message du président du Conseil d'administration	4
● Mot du directeur général	5
● Notre mission	6
● Notre conseil d'administration	8
● Notre équipe	13
● L'année en chiffres	14
● Des événements pour voir grand	15
● Nos thèmes de recherche et d'intervention	16
• Chaînes d'approvisionnement	17
• <i>Pour nous chez nous</i>	18
• Économie régionale	18
• Agriculture	19
• Mouvement Desjardins	22
• Économie numérique et intelligence artificielle	23
• Économie du Québec maritime	24
• Transition énergétique	25
● L'Observatoire de la retraite	26
• Le Sommet sur la retraite	27
• Bulletin de la retraite et autres publications	28
• <i>La retraite en commun. Fondements, enjeux et propositions.</i>	28
• CASIQ et Indice Québec 30	29
● En route vers notre 25^e anniversaire !	30
● Liste des publications de l'IRÉC en 2022	31

Message du président du Conseil d'administration



Je dis souvent que j'ai une grande admiration pour le travail des chercheurs de l'IRÉC et ce n'est pas par flatterie. Leur travail je l'admire non seulement parce que les recherches qu'ils accomplissent sont d'une rigueur et d'une intelligence remarquables, mais surtout parce que ce travail est appelé à jouer un rôle important pour le développement de l'ensemble de la nation québécoise.

Même si l'économie est souvent perçue comme une affaire de chiffres et une science que l'on dit des plus rationnelles, cette discipline ne peut pas avoir pour seule ambition d'aligner des colonnes de chiffres. L'influence de la science économique sur la façon dont nous organisons la vie matérielle est immense.

Par son action, l'Institut de recherche en économie contemporaine aspire à débusquer, à expliquer et à faire comprendre les mécanismes, les jeux d'influence, les rapports de force qui régissent les décisions économiques des acteurs. De plus, il propose des solutions afin que les échanges contribuent à la prospérité générale et territoriale. C'est dans cette optique qu'il faut saisir l'action de l'IRÉC.

Notre institution ambitionne d'être en phase avec l'histoire économique du Québec et pour cela je crois que nos actions doivent s'inscrire dans cette longue tradition occidentale de l'humanisme. Les courants de pensée actuels tendent à mécaniser la connaissance. Une douceur d'âme doit continuer de nous habiter, même si notre champ d'action est très cérébral. Une volonté d'améliorer le sort de tout un chacun et préserver le patrimoine collectif qui nous a été légué par nos prédécesseurs doit s'incarner en nous à chaque instant. Comme entrepreneur, j'ai toujours pensé que les gens de mon métier se devaient d'être redevables à la collectivité qui leur a permis de devenir prospères. Car, l'économie est avant tout une affaire d'échange et de relations humaines. Préserver nos racines, protéger nos ressources, faire fructifier notre patrimoine, être généreux envers les plus démunis, combattre les inégalités et assurer un avenir enviable aux générations futures, c'est ce qui doit être le moteur de nos actions. Nous devons œuvrer à créer les conditions de notre richesse collective et de notre bonheur à tous. C'est à cela que nous travaillons et c'est pour cela que je suis fier de faire partie de l'IRÉC.

Mot du directeur général



Une année riche, une année mouvementée, mais stimulante. C'est ainsi, je crois qu'on peut qualifier l'année 2022. Nous avons poursuivi notre programme de travail à un rythme très soutenu, que d'aucuns n'hésiteraient pas à qualifier d'effréné.

En effet, nous avons battu notre record. Jamais l'équipe de recherche n'a entrepris et mené à bien autant de projets de recherche. Nous les avons conduits dans le cadre de notre programmation propre, mais aussi dans certains cas à titre de mandats privés qui n'ont pas fait l'objet de publications. Dans tous les cas, les compétences de l'équipe ont été sollicitées avec les mêmes exigences de rigueur et d'imagination.

Le Québec est entré dans une phase de profondes transformations et il faut déployer beaucoup de créativité pour bien poser les voies de renouvellement de son modèle de développement. Les défis que nous dressent aussi bien le vieillissement de la population que la transition énergétique en passant par les transformations des économies régionales et bien d'autres changements structurels vont nécessiter un effort de délibération collective de grande envergure. Et pour être féconde, cette délibération doit être alimentée par des hypothèses et des propositions solides, audacieuses. Tous nos chercheurs ont partagé les constats de leurs analyses avec des acteurs des divers milieux avec lesquels les sujets qu'ils ont traités les ont mis en contact, remplissant ainsi cette part essentielle de notre mission. Déjà quelques projets ont surgi, des initiatives sont envisagées, des façons de voir et comprendre son milieu ont changé. On ne peut espérer plus stimulante rétribution pour une institution comme l'IRÉC.

La fin de cette année fort chargée a, en outre, connu sa part de soubresauts, deux de nos chercheurs, Jonathan Ramacieri et Hubert Rioux, nous ont quittés. Je veux les remercier chaleureusement pour leur apport au développement de l'IRÉC et leur souhaite le meilleur succès dans la poursuite de leurs carrières respectives. D'autres vont bientôt prendre le relais pour assurer la nécessaire continuité. Nous avons pour 2023 des ambitions plus grandes encore. Et nous

sommes déjà impatients de les partager avec nos partenaires.

Notre mission

Appuyer la recherche en économie afin de chercher les meilleures voies de réalisation du bien commun

L'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC) est un organisme à caractère scientifique. Sa mission est de contribuer à l'enrichissement du débat public et de faire la promotion de la connaissance et des compétences dans le domaine économique. Le projet de l'IRÉC repose sur la conviction profonde que les régions et les nations demeurent des lieux essentiels de régulation économique, de convergence des intérêts partagés et de solidarité sociale.

Le Québec dans un monde transformé

Nous constatons aujourd'hui que la montée du libéralisme n'a pas produit tous les résultats escomptés. Malgré des réussites certaines, les espoirs qui ont accompagné les mouvements de décloisonnement, de déréglementation et de privatisation ont été souvent déçus. En effet, des problèmes inquiétants tels que la croissance des inégalités, l'accélération de la dégradation de l'environnement et la précarité du travail sont apparus ou se sont aggravés. La mondialisation des marchés fragilise le pouvoir des États. La capacité des gouvernements à intervenir pour résoudre les problèmes suscités par la libéralisation des dernières années est rudement mise à l'épreuve. Les enjeux de lutte aux inégalités, de développement économique local et régional s'imposent avec une acuité croissante. Les réalisations et les arrangements institutionnels qui ont fait le succès du modèle québécois sont ébranlés par la concentration des pouvoirs financiers et leur relative autonomisation. L'IRÉC s'emploie à produire des études rigoureuses permettant de proposer des alternatives crédibles pour définir des voies de renouvellement.

De nouvelles formes de convergence

Un regard lucide sur l'état de la société québécoise et sur celui de l'économie mondiale indique qu'il est temps de chercher d'autres balises, un nouvel encadrement et des définitions mieux articulées de l'intérêt public. Une économie plurielle doit pouvoir compter sur la participation et la mobilisation de tous les acteurs sociaux. Cela s'impose avec une certaine urgence à l'heure des changements climatiques et des bouleversements majeurs qu'ils vont provoquer.

Notre conseil d'administration



André Véronneau

Homme d'affaires aguerri, diplômé de HÉC Montréal, André Véronneau a été président-directeur général de Simplex Location d'outils pendant 4 décennies. Issu d'une longue lignée d'entrepreneurs, il a intégré l'entreprise familiale après avoir fondé sa propre entreprise, Location d'équipement Jalon, en concurrence amicale avec celle de son père. Il a également siégé à plusieurs conseils d'administration, en particulier à la Corporation de développement économique et communautaire d'Ahuntsic-Cartierville, de Renaissance Montréal, de Moisson Montréal ainsi que du journal *Le Devoir* et de la *Fondation Lionel-Groulx*.



Yvan Duceppe

Yvan Duceppe est le trésorier de la CSN. Comptable professionnel agréé, il œuvre auprès des syndicats et de plusieurs entreprises privées depuis plus d'une trentaine d'années dans le cadre de son travail chez MCE Conseil. Pendant plus de 20 ans, il a été trésorier de la Fédération des professionnels (FP-CSN) en plus de s'impliquer au sein de plusieurs comités de la CSN notamment au comité de la retraite et des avantages sociaux.



Béatrice Alain

Diplômée de la John Hopkins Advanced School of International Studies, Béatrice Alain est directrice générale du Chantier de l'économie social depuis 2018. Elle est également titulaire d'un baccalauréat en économie et en sciences politiques de l'Université McGill. Elle est également co-présidente de Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS), membre du Conseil de l'innovation du Québec en plus de siéger au CA du Fonds d'Action Québécois pour le Développement Durable (FAQDD).



Emmanuel Montini

Emmanuel Montini est détenteur d'un baccalauréat en mathématique de l'Université de Montréal, il a obtenu un doctorat en mathématiques avec une spécialisation en analyse harmonique de l'Université d'Édimbourg en 1998. Il a été professeur de mathématiques au Collège Bois-de-Boulogne et chargé de cours au HEC Montréal. Sa carrière dans le domaine privé et dans l'enseignement l'a amené à occuper plusieurs postes de direction au Collège Bois-de-Boulogne. Il est actuellement directeur général du Cégep de Saint-Hyacinthe.



Charles-Félix Ross

Charles-Félix Ross est le directeur général de l'Union des producteurs agricoles (UPA) depuis mars 2016. Membre de l'Ordre des agronomes du Québec, il détient un baccalauréat en agronomie de l'Université Laval ainsi qu'une maîtrise de la *Cornell University* aux États-Unis. De 1997 à 2008, il fut secrétaire de la Fédération des producteurs acéricoles du Québec pour ensuite se joindre à l'UPA. Avant d'accéder à la direction générale, il a été directeur adjoint en plus d'avoir agi comme directeur de la Direction, recherches et politiques agricole.



Lise Côté

Titulaire d'une maîtrise en sciences économiques de l'Université de Montréal, Lise Côté a travaillé pendant plus de trente ans à titre d'économiste au service de recherche de la Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec (FTQ) dont elle a été la directrice. Avant de se joindre à l'équipe de la FTQ, elle a également œuvré au sein de la fonction publique fédérale comme analyste en évaluation de programme.



Serge Dupont

Après avoir longtemps œuvré dans le domaine de l'aéronautique, Serge Dupont a poursuivi sa vie professionnelle dans le milieu syndical à titre de directeur du département d'éducation chez UNIFOR. De 2012 à 2020, il a ensuite été l'adjoint du directeur québécois du syndicat avant de se joindre à l'équipe du Fonds de solidarité FTQ à titre de directeur du centre de formation économique.



Pierre-Guy Sylvestre

Pierre-Guy Sylvestre détient une maîtrise en sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Depuis 2009, il œuvre comme économiste auprès du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP). Il est le coordonnateur du service de recherche du SCFP.



Mario Beauchemin

Professeur d'histoire au Cégep de Sainte-Foy depuis 1992, Mario Beauchemin a été président de la FEC-CSQ de 2005 à 2015. Auparavant, il s'était impliqué au sein de son syndicat local pendant plusieurs années. Depuis 2015, M. Beauchemin est le troisième vice-président de la CSQ.

Notre équipe



Robert Laplante,
directeur général



François L'Italien,
directeur adjoint et coordonnateur de l'Observatoire de la retraite



Éric N. Duhaime,
chercheur



Gabriel Bourgault-Faucher,
chercheur



Riel Michaud-Beaudry, chercheur



David Dupont,
chercheur



Pierre Godin,
chercheur



Noël Fagoaga,
chercheur



Maëva Laviolette,
économiste



Corinne Béguerie-Goddart



Louis-Philippe Sauvé,
coordonnateur à l'administration et aux communications

Nous tenons également à remercier Jonathan Ramacieri, Hubert Rioux et Diane Caissy pour les années qu'ils ont consacrées au développement de l'IRÉC.

L'année en chiffres

20

publications
sur des sujets variés,

5

infolettres,

2

lancements de livre,

1

Sommet national,

1

webinaire,

2

sondages,

3

lettres ouvertes,

2

passages en
commission parlementaire,

24

communiqués de presse,

près de **40**

interventions médiatiques,

200

publications sur
notre page Facebook.

Des événements pour voir grand

L'IRÉC a organisé en 2022 plusieurs activités qui ont assuré le rayonnement de l'Institut et de ses idées. Au mois d'avril, nous avons tenu un webinaire sur l'augmentation des prix du crabe l'année dernière afin de démontrer qu'un cadre économique plus juste et plus équitable est possible. Plus d'une centaine de personnes y ont participé.

L'année 2022 a été une année importante pour les chercheurs de l'IRÉC qui ont fait paraître des livres. Nous avons également organisé deux lancements de livre pour l'ouvrage *La retraite en commun*.

Enjeux, fondements et proposition de notre chercheur Riel Michaud-Beaudry, l'une à Montréal et l'autre à Québec. Nous avons aussi collaboré au lancement de l'essai *La caution verte*.

La caution verte. Le désengagement de l'État québécois en environnement de Louis-Gilles Francoeur et de notre chercheur Jonathan Ramacieri, paru chez Écosociété.

Sans l'ombre d'un doute, le Sommet sur la retraite est l'événement qui a marqué l'année 2022. Tout au long de l'année, l'IRÉC a été à pied d'œuvre pour organiser ce grand rendez-vous de la retraite au Québec. Nous y revenons de façon plus détaillée plus loin.



De gauche à droite : Robert Laplante, Hubert Rioux, Louis-Philippe Sauvé, Jonathan Ramacieri, Noël Fagoaga et Éric N. Duhaime lors du lancement de *La caution verte*.

Nos thèmes de recherche et d'intervention

Chaînes d'approvisionnement

La pandémie de Covid-19 a profondément bouleversé les chaînes d'approvisionnement et la logistique du commerce mondial. À cet égard, les travaux de l'IRÉC ont été novateurs à plusieurs égards. Notre série de notes de recherche sur les relocalisations industrielles a permis de mieux cerner la position du Québec en comparaison des autres grandes économies industrialisées d'Occident et de fournir des pistes de solution pour que l'État puisse contribuer au renforcement du secteur manufacturier québécois.

Les recherches d'Hubert Rioux et Jonathan Ramacieri auront permis de brosser un portrait très détaillé du secteur manufacturier et de sa robotisation. Par ailleurs, l'expertise des chercheurs de l'IRÉC a été cruciale dans l'élaboration du projet de loi 12 visant à encourager le raccourcissement des chaînes d'approvisionnement par le biais des politiques d'achats gouvernementales. Enfin, nous avons contribué à la réflexion des élus fédéraux par le truchement de notre mémoire déposé auprès du Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités de la Chambre des Communes.

PUBLICATIONS

Jonathan Ramacieri et Hubert Rioux, *Le manufacturier québécois face à la révolution techno-industrielle mondiale : caractéristiques économiques, robotisation et maturité technologique comparées, Montréal.*

Robert Laplante, Stéphane Paquin et Hubert Rioux, *Favoriser les relocalisations industrielles au Québec par le biais des politiques publiques III : aperçu des initiatives occidentales et leçons pour le Québec.*





François L'Italien avec Ricardo Larrivée et Patrick Lagacé à l'émission *Deux hommes en or* et *Rosalie* sur les ondes de Télé-Québec en novembre 2022.

Pour nous chez nous

C'est en 2022 que l'IRÉC a fait son entrée au cinéma avec la sortie du documentaire *Pour nous chez nous* diffusé en primeur sur les ondes de Télé-Québec. Dans ce film du cinéaste Dominic Leclerc, notre directeur adjoint, François L'Italien, ainsi que plusieurs autres protagonistes, nous entraîne dans une quête pour découvrir les effets de la financiarisation de l'économie sur la propriété de nos ressources naturelles. Le film nous pousse à nous questionner sur les conséquences environnementales du paradigme économique dominant. Sommes-nous vraiment maîtres chez nous? Le Québec regorge de richesses naturelles, mais contrôlons-nous vraiment notre territoire? Le documentaire, qui induit ces questionnements, a mené à la tenue de projections publiques un peu partout au Québec. Mentionnons que le documentaire a été retenu dans la sélection officielle du Festival du cinéma international de Rouyn-Noranda à l'automne 2022.

Économie régionale

Fiche économique

En collaboration avec le Centre de formation économique du Fonds de solidarité FTQ, et le Service de la formation de la FTQ, nous avons publié 50 fiches sur l'économie des régions du Québec. Les données contenues dans ces fiches ont fait l'objet de séances de formation, dispensée en particulier aux membres de la FTQ et du conseil régional FTQ de Trois-Rivières. Il s'agissait d'instruments pédagogiques conçus pour améliorer les connaissances de l'économie de chacune des régions administratives du Québec. Trois séries de fiches portant sur la situation des entreprises, la situation du marché du travail ainsi que le dynamisme du territoire servaient de base aux ateliers de formation dispensée sous les auspices de la FTQ et du Fonds de Solidarité. Cette documentation offre un portrait représentatif et pertinent de la situation économique de nos régions. Partout au Québec, les médias locaux et régionaux ont accordé un traitement de choix à ces instruments.

TREQ

Par ailleurs, nos travaux sur la solution coopérative en matière de transport régional ont continué à alimenter le débat public avec la publication en janvier 2022 d'un rapport de l'ancien député Gaétan Lelièvre s'inspirant largement des travaux de l'IRÉC. Ayant à réagir à la décision du gouvernement du Québec d'offrir des billets d'avion à un coût maximal de 500\$ pour les trajets recoupant certaines régions, notre directeur général, Robert Laplante, a fait quelques sorties médiatiques pour rappeler les fondements du problème et que l'avenue retenue n'était pas la bonne. Il a aussi été invité par l'ancien maire de Sept-Îles, Réjean Porlier, à donner une conférence en juin dans cette ville.

PUBLICATION

Robert Laplante, Jonathan Ramacieri, Hubert Rioux,
Desserte aérienne régionale au Québec : les paramètres d'un redressement structurel, 2021.

Agriculture

L'année 2022 venait à peine de débuter que déjà l'IRÉC démontrait son leadership en matière de recherche en économie du développement agricole et rural avec la publication d'une étude sur la séquestration du carbone dans les sols. Dans ce rapport, notre chercheur David Dupont montrait que le potentiel de séquestration des sols du Québec est gigantesque. À la grandeur du territoire du Québec : une faible augmentation de la teneur en matière organique des sols permettrait de retirer 0,73 mégatonne de GES de l'atmosphère annuellement et ainsi générer 60 M\$ en crédits carbone pour les agriculteurs québécois. Cette publication a non seulement suscité l'intérêt des biologistes et des agriculteurs, mais aussi la curiosité de la presse spécialisée en agriculture. Premier volet d'un projet de recherche en deux parties, le second devrait paraître dans le courant de l'année 2023.

En matière d'agriculture, les travaux de l'IRÉC ne se limitent pas aux recherches scientifiques. Nos chercheurs élaborent et participent aussi à des projets de développement économique concrets. À ce sujet, le mois d'août a été l'occasion pour nous d'organiser une journée de démonstration au champ en collaboration avec l'UPA du Bas-Saint-Laurent et les agriculteurs de la région. Il s'agissait d'une première étape vers la construction d'une usine de défibrage du chanvre dont la construction permettrait l'émergence d'une nouvelle filière agricole pour tout l'Est-du-Québec. À terme, ce projet contribuerait au développement économique du Bas-Saint-Laurent et à la résilience de son agriculture. L'IRÉC y travaille en collaboration avec la coopérative Innolin et la Fédération de l'UPA du Bas-Saint-Laurent.

Ce n'est toutefois pas le seul projet structurant sur lequel nous avons travaillé. L'IRÉC contribue également au développement de l'agriculture de la région du Bas-Saint-Laurent avec ses travaux sur le projet d'incubateur ovin en Matanie. Les incubateurs d'entreprises, ces programmes qui offrent du soutien aux entreprises en démarrage, représentent un outil formidable pour permettre aux candidats de la relève de réaliser leur projet. La mise en place de l'incubateur d'entreprises agricoles de La Matanie offrira des services d'hébergement et d'accompagnement à des entreprises agricoles en démarrage dans la production ovine. En plus du bâtiment disponible qui sera adapté pour accueillir les entreprises en démarrage, l'incubateur prendra appui sur les services de la Table de concertation bioalimentaire du Bas-Saint-Laurent pour accompagner ses incubés. Plusieurs des difficultés éprouvées par les entrepreneurs en démarrage dans le domaine, que ce soit en matière financière, de développement des compétences, en réseautage, pourront ainsi être atténuées. Ce projet permettra de donner une nouvelle impulsion à l'agriculture régionale puisque son avenir repose en grande partie sur le démarrage de nouvelles entreprises et qu'elle recèle d'un potentiel agricole inexploité. Plusieurs étapes restent néanmoins à franchir et l'IRÉC continuera de collaborer avec les divers intervenants.

Enfin, nous avons soumis un mémoire au Ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs (MFFP) afin de nourrir la réflexion entourant l'élaboration du prochain *Plan directeur ministériel pour le développement de l'acériculture en forêt publique*. Dans ce document, l'IRÉC suggérait au MFFP d'insister sur le rôle de l'acériculture dans la diversification des modèles d'affaires, de prévoir la réalisation et la publication d'études sur les différentes filières du domaine forestier et de tenir compte des effets socioéconomiques structurants de l'acériculture lorsqu'il y a arbitrage entre l'industrie forestière et acéricole.

PUBLICATIONS

David Dupont et Joanie Ouellette, *Vers la valorisation de la séquestration du carbone dans les sols agricoles au Québec : (première partie)*

Robert Laplante et François L'Italien, *Mémoire déposé dans le cadre de la consultation publique tenue par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) sur le Plan directeur ministériel pour le développement de l'acériculture en forêt publique.*

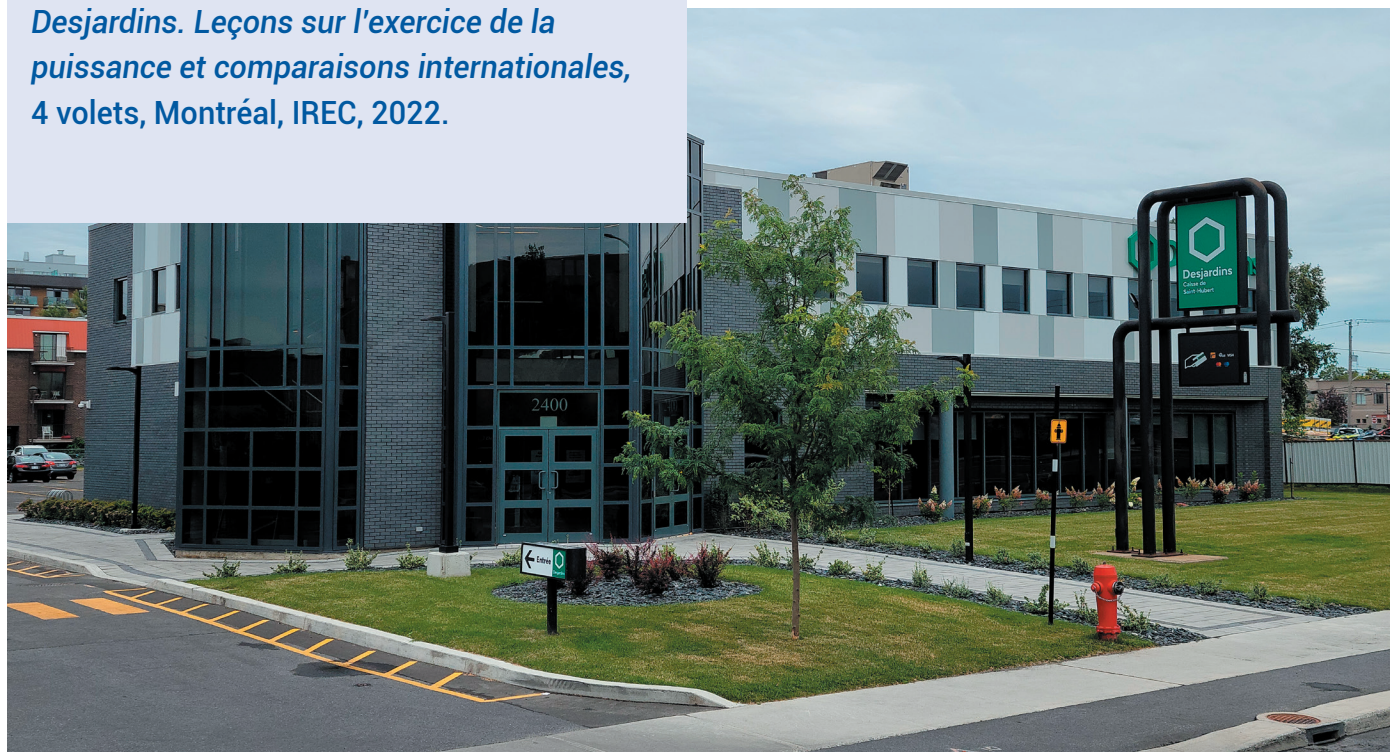


Mouvement Desjardins

Au mois de septembre, nous avons publié un rapport de recherche en quatre volets qui a fait grand bruit. Rédigée par Robert Laplante et Hubert Rioux, cette publication a mis en lumière de nombreux enjeux quant à la direction empruntée par Desjardins au cours des dernières décennies. Adoptant une perspective comparative, l'étude mettait en évidence les effets de l'abolition des fédérations régionales et de la centralisation institutionnelle sur la démocratie interne du Mouvement. La principale conséquence de ces transformations : Desjardins s'est considérablement éloigné de ses principes coopératifs. Montrant que Desjardins avait les moyens d'être plus généreux envers les plus démunis et que la coopérative était largement surcapitalisée, l'étude critiquait l'augmentation substantielle de la rémunération de ses dirigeants. Enfin, elle déplorait aussi le fait que la présidence du Mouvement soit fusionnée avec la direction générale, contrairement à ce qui se fait dans les autres grandes coopératives similaires à l'échelle internationale. Depuis la publication de notre étude en septembre, le Mouvement Desjardins a annoncé que la présidence du conseil d'administration et la direction seraient bientôt scindées.

PUBLICATION

Hubert Rioux et Robert Laplante,
Le point sur l'évolution du Mouvement Desjardins. Leçons sur l'exercice de la puissance et comparaisons internationales, 4 volets, Montréal, IREC, 2022.



Économie numérique et intelligence artificielle

En 2022, notre chercheur Éric N. Duhaime a publié deux études importantes. La première brossait un portrait de l'économie numérique au Québec et montrait les défis et les enjeux entourant les subventions publiques à ce secteur. Elle mettait en garde contre la fuite des brevets vers l'étranger ainsi qu'une trop grande concentration des investissements. Loin de se limiter à la critique, le rapport dégageait également des pistes de solutions. Dans *L'économie numérique : portrait et enjeux au Québec*, Duhaime proposait notamment de mettre en place une politique d'encadrement de la propriété intellectuelle issue des recherches financées par des fonds publics ; d'explorer les possibilités offertes par le logiciel libre et d'encourager et soutenir l'application de plateformes numériques dans la sphère de l'économie sociale.

La deuxième étude portait sur la formation à distance dans le milieu collégial. Ce rapport de recherche montrait qu'il y avait un manque de coordination entre les différents cégeps à l'égard de la formation à distance. Il montrait aussi que les données gouvernementales sur l'offre de formation à distance étaient parcellaires, voire manquantes. Le manque de cohérence et l'orientation techniciste de la stratégie gouvernementale sur la formation à distance ont été mis en évidence par l'étude qui proposait aussi neuf recommandations pour solutionner les ennuis qu'elle avait identifiés.

PUBLICATION

Éric N. Duhaime, *L'offre de formation à distance au collégial : état des lieux et enjeux socioéconomiques*

Éric N. Duhaime, *L'économie numérique : portrait et enjeux au Québec*

Ces deux rapports ont été l'occasion pour le chercheur de l'IRÉC de donner deux conférences. La première au bénéfice des étudiants de l'ÉNAP dans le cadre des journées de conférence du Groupe d'études et de recherche sur l'international et le Québec (GERIQ) et la seconde pour celui des enseignants collégiaux affiliés à la FNEEQ-CSN. En plus de ces deux publications, notre chercheur a poursuivi son travail de coordination du projet d'élaboration d'un logiciel d'optimisation de la mise en relation de l'offre et de la demande pour les entreprises d'aide à domicile en collaboration avec le Collège Bois-de-Boulogne.

Économie du Québec maritime

Salon Fourchette bleue

Au mois de février avait lieu la première édition du *Salon Fourchette bleue, Poisson et fruits de mer* à Rivière-du-Loup. Cet événement représente l'aboutissement d'un travail colossal des artisans de l'économie maritime et de nos chercheurs. À l'occasion de ce grand rendez-vous commercial visant à promouvoir les produits du Saint-Laurent, Robert Laplante a pris la parole devant un auditoire attentif pour présenter les conclusions de nos travaux concernant l'économie du Québec maritime et le rôle structurant que le secteur des pêches peut jouer dans le développement de ses communautés. Organisé par Exploramers en collaboration avec l'IRÉC et le MAPAQ, le Salon a réuni 16 exposants et plus de 150 visiteurs.

Prix du crabe et fiches économiques

Au début du printemps 2022, tandis que le prix du crabe atteignait des sommets historiques, nous publions une note de recherche portant sur le prix du crabe. Avec *Le prix du crabe des neiges : comprendre les mécanismes et les enjeux économiques*, Gabriel Bourgault-Faucher et François L'Italien ne faisaient pas seulement qu'expliquer la hausse des prix du crabe des neiges, mais apportaient également des pistes de solutions pour un modèle économique plus juste et viable. La publication de ce travail de recherche a attiré une attention considérable de la part des médias et a mené à plusieurs entrevues à la radio et dans les journaux. Notre partenariat avec le collectif *Mange ton Saint-Laurent!* s'est d'ailleurs poursuivi avec la tenue d'un webinaire commun sur les prix du crabe et la publication d'une série de fiches économiques sur les pêches québécoises.



PUBLICATION

Gabriel Bourgault-Faucher et François L'Italien, *Le prix du crabe des neiges : comprendre les mécanismes et les enjeux économiques*

Transition énergétique

Au mois d'octobre, l'IRÉC a publié un imposant rapport de recherche sur la finance verte. Réalisé en partenariat avec Oxfam-Québec, ce rapport offrait un regard inédit sur l'empreinte carbone des grands investisseurs institutionnels au Canada et montrait que les grandes banques pourraient être bien plus ambitieuses pour réduire l'impact climatique des investissements qu'ils réalisent. Ainsi, notre étude montrait notamment que le poids carbone des huit plus grandes banques canadiennes est de 1,9 G de tonnes, soit 2,6 fois les émissions de GES du Canada en 2019 et que si elles s'unissaient pour former un pays, ce dernier serait le cinquième émetteur de GES au Monde !

Nos chercheurs Pierre Godin et Jonathan Ramacieri ont également pris l'initiative de publier une note de recherche sur l'empreinte carbone des principaux émetteurs industriels au Canada. En prenant l'année 2018 comme année de référence, les deux chercheurs ont montré qu'en dépit de ces nombreux avantages énergétiques dont le Québec dispose, sa structure industrielle n'en bénéficie pas pour autant du point de vue des émissions de GES. Cette situation s'explique entre autres par la haute intensité carbone des secteurs industriels et agricoles de l'économie québécoise.

En outre, notre économiste Jonathan Ramacieri a publié une note d'intervention sur l'électrification du transport de marchandises au Québec. Dans son texte, notre chercheur appelait l'État à convenir d'une feuille de route avec les transporteurs afin qu'ils électrifient leur flotte de véhicules et suggérait l'adoption d'une loi sur les véhicules zéro émission dans le domaine du transport commercial à l'exemple de ce qui a déjà été fait avec les véhicules individuels.

Enfin, notre chercheur Pierre Godin a également effectué une présentation concernant les différentes stratégies de stockage de l'énergie devant les membres du Syndicat des employé-es de métiers d'Hydro-Québec

PUBLICATIONS

Jonathan Ramacieri et Pierre Godin, *L'empreinte carbone des principaux émetteurs industriels au Québec et au Canada* (année 2018)

Hubert Rioux, *Regard inédit sur l'empreinte carbone des portefeuilles bancaires canadiens*, Montréal

L'Observatoire de la retraite

Sans l'ombre d'un doute, 2022 a été une année charnière pour l'Observatoire de la retraite. En plus des activités usuelles telles que la publication régulière du *Bulletin de la retraite* et des rapports de recherches ponctuels, l'Observatoire a organisé un événement majeur qui risque d'avoir des répercussions considérables dans l'avenir : le Sommet sur la retraite.

Le Sommet sur la retraite

Nul autre événement n'aura autant marqué l'année 2022 que ce Sommet qui a réuni plus de 200 personnes de partout au Québec à l'Hôtel Mortagne de Boucherville. Ce grand rendez-vous a permis de nombreux échanges d'une grande qualité sur les enjeux démographiques, économiques et sociaux de la retraite vus sous l'angle des politiques publiques. Il a surtout été l'occasion de proposer la création d'un Conseil des partenaires de la retraite, une institution de dialogue social dédiée à l'amélioration des connaissances sur les enjeux socioéconomiques de la retraite.

En plus d'avoir été un événement grandement apprécié des participants, le Sommet sur la retraite a généré une couverture médiatique importante qui a permis d'inscrire les enjeux de la retraite au cœur de l'actualité. Ainsi, le *Journal de Montréal* et le *Journal de Québec* ont chacun publié un grand dossier dans leur édition imprimée qu'on peut également retrouver en ligne. Grâce à cet événement inédit, les enjeux de la retraite faisaient pour une rare fois la première page ! Des articles et interventions ont aussi eu lieu dans *La Presse* et à l'émission *Zone économie*.



Bulletin de la retraite et autres publications

Fidèle à son habitude, l'Observatoire de la retraite a publié quatre numéros de son *Bulletin de la retraite* avec des articles de fond touchant à des sujets aussi variés que l'indexation des rentes de retraités, les enjeux entourant les cotisations des travailleurs étrangers temporaires aux différents régimes, le dialogue social ainsi que la sécurité des régimes complémentaires du secteur privé. Qui plus est, le Bulletin offre une veille des principaux événements qui surviennent dans le domaine de la retraite au Québec et au Canada de même qu'à travers le Monde.

L'Observatoire a également été mandaté par le Comité consultatif des travailleuses et travailleurs de 45 ans et plus (CC45+) afin d'entreprendre une analyse des relations entre la prolongation de la vie active et les régimes de retraite au Québec pour les personnes de plus de 45 ans. Cette analyse a permis de mieux cerner les situations typiques des personnes retraitées qui continuent malgré tout à œuvrer sur le marché du travail. La réalisation de cette étude a permis de dégager des pistes de solutions pour élaborer des politiques publiques mieux adaptées à la réalité du vieillissement de la population. Des suites de ce travail sont prévues en 2023.

PUBLICATIONS

François L'Italien et Frédéric Hanin, *La prolongation de la vie active et le système de revenus de retraite au Québec : les enjeux du cumul emploi-retraite*, 2022, 42 p.
Bulletin de la Retraite, nos 51,52,53 et 54



La retraite en commun. Fondements, enjeux et propositions.

Au début de l'année 2022, notre chercheur Riel Michaud-Beaudry a publié un ouvrage très utile pour comprendre les enjeux de la retraite au Québec. Avec *La retraite en commun. Fondements, enjeux et propositions* paru aux Presses de l'Université Laval, notre chercheur a offert un outil incontournable pour quiconque s'intéresse aux questions de la retraite au Québec. Afin de faire connaître l'ouvrage, l'équipe de l'Observatoire a organisé deux lancements du livre, l'un à Montréal et l'autre à Québec.



CASIQ et Indice Québec 30

Le Centre d'analyse et de suivi de l'indice Québec (CASIQ) est un organisme sans but lucratif qui a pour unique mission d'assurer le maintien et la mise à jour des indices de la gamme Indice Québec et les indices territoriaux de la gamme Indices Canada. Il est le fruit d'un partenariat entre le Département de finance de l'Université de Sherbrooke et l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC). En 2022, le CASIQ a poursuivi son travail de calcul de ces différents indices afin de mettre en valeur les entreprises qui contribuent à l'économie québécoise et de montrer qu'il est payant d'investir dans notre économie.

En route vers notre 25^e anniversaire !



Au mois de novembre 2022, les chercheurs, la direction et les employés de l'IRÉC ont été conviés à une journée de réflexion et d'orientation en vue d'actualiser notre mission ainsi que l'orientation de nos recherches scientifiques. Il s'agissait d'un exercice qui n'avait pas été entrepris depuis plus de dix ans. Ces réflexions se poursuivent en 2023 au sein du conseil d'administration.

En 2025, l'Institut de recherche en économie contemporaine fêtera son vingt-cinquième anniversaire. Un quart de siècle ! C'est en juillet 1999 que les fondateurs et les fondatrices de l'IRÉC ont mis sur pied la fiducie qui donna une personnalité juridique à notre institut.

Pendant les mois qui suivirent, les artisans qui ont créé notre organisme se sont affairés à recruter nos premiers employés et à mettre en place la structure organisationnelle. Le 29 mars 2000, nous lançons officiellement nos activités.

Au cours de l'année 2023, l'Institut mettra en place un comité du 25^e anniversaire composé d'employés et d'amis de l'IRÉC afin d'organiser les célébrations de ce jalon important de notre histoire. Après autant d'années à œuvrer pour le bien commun, nous avons suffisamment de recul pour célébrer nos succès passés et prendre un élan nouveau !



Liste des publications de l'IRÉC en 2022

Bulletin de la retraite

Bulletin de la retraite no 51 (mars), no 52 (mai), no 53 (juillet), no 54 (novembre)

Jonathan Ramacieri et Hubert Rioux, *Le manufacturier québécois face à la révolution techno-industrielle mondiale : caractéristiques économiques, robotisation et maturité technologique comparées*, Montréal, IRÉC, 2022, 290 p.
ISBN : 978-2-924927-85-4

Hubert Rioux, *Énoncé économique fédéral de l'automne 2022 : le grand écart canadien*, IRÉC, 2022, 11 p.
ISBN : 978-2-924927-84-7

Éric N. Duhaime, *L'offre de formation à distance au collégial : état des lieux et enjeux socioéconomiques*, Montréal, IRÉC, 2022, 74 p.
ISBN : 978-2-924927-83-0

Hubert Rioux, *Regard inédit sur l'empreinte carbone des portefeuilles bancaires canadien*, Montréal, IRÉC et Oxfam Québec, 2022, 91 p.

Robert Laplante et François L'Italien, *Mémoire déposé dans le cadre de la consultation publique tenue par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) sur le Plan directeur ministériel pour le développement de l'acériculture en forêt publique*, IRÉC, 2022, 15 p.
ISBN : 978-2-924927-82-3

Hubert Rioux et Robert Laplante, *Le point sur l'évolution du Mouvement Desjardins. Leçons sur l'exercice de la puissance et comparaisons internationales – Volet 4. Missions sociétales : l'appui aux milieux et les pratiques solidaires*, Montréal, IRÉC, 2022, 22 p.
ISBN : 978-2-924927-81-6

Robert Laplante et Hubert Rioux, *Le point sur l'évolution du Mouvement Desjardins : leçons sur l'exercice de la puissance et comparaisons internationales – Volet 3. Institution d'importance « systémique » : les politiques de gestion des actifs*, Montréal, IREC, 2022, 14 p.
ISBN : 978-2-924927-80-9

Robert Laplante et Hubert Rioux, *Le point sur l'évolution du Mouvement Desjardins : leçons sur l'exercice de la puissance et comparaisons internationales – Volet 2. Enjeux de gouvernance : cumul des fonctions et cooptation des administrateurs*, Montréal, IRÉC, 2022, 15 p.
ISBN : 978-2-924927-79-3

Hubert Rioux, *Mémoire au Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités*, Mai 2022.

Robert Laplante et Hubert Rioux, *Le point sur l'évolution du Mouvement Desjardins : leçons sur l'exercice de la puissance et comparaisons internationales – Volet 1. Structures organisationnelles : l'évolution du réseau des caisses et de ses instances*, Montréal, IRÉC, 2022, 27 p.
ISBN : 978-2-924927-78-6

Jonathan Ramacieri et Pierre Godin, *L'empreinte carbone des principaux émetteurs industriels au Québec et au Canada (année 2018)*, Montréal, IRÉC, 2022, 26 p.
ISBN : 978-2-924927-77-9

Gabriel Bourgault-Faucher et François L'Italien, *Le prix du crabe des neiges : comprendre les mécanismes et les enjeux économiques*, Montréal, IRÉC, 2022, 23 p.
ISBN : 978-2-924927-76-2

Éric N. Duhaime, *L'économie numérique : portrait et enjeux au Québec*, Montréal, IRÉC, 2022, 79 p.
ISBN : 978-2-924927-75-5

David Dupont et Joanie Ouellette, *Vers la valorisation de la séquestration du carbone dans les sols agricoles au Québec : (première partie)*, Montréal, IRÉC, 2022, 35 p.
ISBN : 978-2-924927-74-8

Robert Laplante, Stéphane Paquin et Hubert Rioux, *Favoriser les relocalisations industrielles au Québec par le biais des politiques publiques III : aperçu des initiatives occidentales et leçons pour le Québec*, Montréal, IRÉC, 2022, 84 p.
ISBN : 978-2-924927-73-1

Jonathan Ramacieri, *Fiche technique no 43 : Électrification des transports lourds : un plan s'impose*, Montréal, IRÉC, 2022, 6 p.
ISBN : 978-2-924927-69-4

François L'Italien et Frédéric Hanin, *La prolongation de la vie active et le système de revenus de retraite au Québec : les enjeux du cumul emploi-retraite*, 2022, 42 p.

Lettres ouvertes

François L'Italien, « L'épargne-retraite doit être une priorité du prochain gouvernement », *Le Journal de Montréal*, 27 septembre 2022.

Robert Laplante et Hubert Rioux, *Le Mouvement Desjardins face à lui-même*, *Le Devoir*, le 7 octobre 2022.

Robert Laplante et François L'Italien, *La spéculation foncière menace notre modèle agricole*, *Le Devoir*, le 19 décembre 2022.

